



Communication climat- biodiversité



Nicolas Dendoncker

L'information scientifique (et la comm scientifique) mène rarement à l'action, y compris l'action politique. C'est particulièrement vrai en terme de climat et de biodiversité. Pour que cela soit le cas, l'information scientifique, et plus généralement, la **(co-)production de connaissances**, doit répondre à trois défis clés. Elle doit être **pertinente, crédible, et légitime** (en anglais on parle de « salience – credibility and legitimacy»). Nadège et moi avons choisi **d'articuler notre intervention autour de ces trois défis**.

Je ne vais pas trop m'attarder sur la **pertinence** politique. On s'accordera sur la pertinence de l'information climatique : réduire nos émissions semble au premier plan de l'agenda politique, en tout cas sur papier. C'est moins le cas pour la biodiversité. Les débats actuels autour des règles sanitaires et du vaccin ont malheureusement relégué au second plan les nécessaires discussions sur le lien causal entre la COVID et l'effondrement de la biodiversité. Il faudra pourtant s'y intéresser sérieusement si l'on veut éviter les pandémies futures.

En ce qui concerne la **crédibilité** c'est plus complexe. Traditionnellement, c'est le défi sur lequel se concentre les efforts des grandes interfaces sciences-politiques telles le GIEC : diffuser de l'info de qualité, obtenue avec des méthodes rigoureuses, et des systèmes d'évaluations par les pairs exigeants.

Pour certains auteurs, on aurait même surinvesti l'effort de crédibilité par rapport aux défis au moins aussi importants de pertinence politique et de légitimité. **Malgré ça, je suis pourtant sceptique quant à la crédibilité réelle de l'information scientifique « mainstream » actuelle.**

Car de quoi parle-t-on vraiment quand on parle de crise du climat et de la biodiversité ?

Outre le fait que la biodiversité soit largement ignorée, il me semble important de rappeler que climat et biodiversité ne sont que deux pans interdépendants d'une même méta-crise environnementale, qu'il faut examiner de manière systémique. Par exemple, l'augmentation de la fréquence des sécheresses influence la biodiversité d'un lieu, tandis que la déforestation (perte de biodiv.) influence le réchauffement local et global. Au-delà de ça, ces changements impactent également d'autres sous-systèmes planétaires tels que le cycle de l'azote ou l'acidification des océans, problématiques environnementales qui sont sans doute encore plus largement ignorées !

Tout est lié. Et si l'on souhaite que cela change, nous devons prendre cela en compte pour éviter les effets non désirés de mesures simplistes et contre productives faisant suite à une

analyse « en silo » de la situation : e.g. la plantation de « pseudo-forêts » pour stocker du carbone est souvent défavorable à la biodiversité. Des paiements pour services environnementaux peuvent diminuer la motivation intrinsèque à conserver la nature. **La meilleure manière d'appliquer cette pensée système est d'agir sur les causes communes de cette méta-crise environnementale.** Ces causes sont à chercher du côté de nos valeurs, de notre rapport au monde, qui percolent dans nos discours et nos récits. Les métaphores sont puissantes, la façon de nommer notre « environnement » influence nos perceptions des rapports de causalité et par conséquent nos actions.

La culture occidentale dominante est malheureusement devenue hégémonique, y compris dans une certaine mesure au sein des interfaces sciences-politiques globales telles le GIEC et l'IPBES qui s'intéressent respectivement à la problématique du climat et de la biodiversité. Cette culture repose largement sur une **ontologie triplement problématique** : D'abord, parce qu'elle repose sur une **vision duale**, celle d'une séparation nette entre humains et nature (qu'on peut retracer à la genèse puis à Descartes et aux lumières). Deuxièmement, parce qu'elle est **anthropocentriste**. Elle propose le lien hiérarchique suivant: homme supérieur à la femme supérieur à la nature... on pourrait y ajouter une hiérarchisation raciale, propagée par le capitalisme et le colonialisme, qui exploite, comme le dit Nadège, les corps et les terres, et certains corps et certaines terres plus que d'autres. Au-delà du rapport de dominance de l'humain sur le « reste de » la nature, on constate aussi une absence d'agentivité, de pouvoir d'agir, de cette dernière. Par exemple, les humains s'offrent le droit d'allouer des droits de propriétés sur les « ressources » voire les « services écosystémiques » qu'on en retire. Enfin, ce rapport au monde justifie nos décisions et actions sur notre environnement à l'aune de **valeurs utilitaires (ou instrumentales)** : on perçoit la nature avant tout comme un atout économique. Un discours porté par les notions de « green economy » ou de « croissance verte ».

S'il faut co-construire de la connaissance et de l'action, c'est en proposant des **solutions** qui tiennent compte de ce rapport au monde problématique. On pense bien sûr à **l'éducation** : nous devons très tôt faire passer le message que nous ne sommes « qu'une petite partie du grand tout ». Nous pouvons aussi **agir sur les lois** : Les systèmes judiciaires peuvent donner des droits à n'importe quelle entités : e.g. des pays comme l'Equateur, Bolivie, Colombie, Nouvelle Zélande l'ont fait, en donnant un caractère « humain » et une agentivité à la nature. Enfin, on peut réfléchir à la pertinence et aux **limites de la notion de propriété privée**, individuelle. Est-il légitime que certains écosystèmes importants telles les forêts soient privées ? est-ce compatible avec une gestion de ces écosystèmes dont le but est de favoriser le bien commun ? Peut-on assurer la transition agroécologique sans agir à une échelle spatiale qui dépasse celle de la ferme?

(...)

Une communication idéale ce serait : une communication **pertinente et rigoureuse** : qui prend en compte les problèmes systémiques et les causes profondes des crises que nous vivons (capitalisme, colonialisme, patriarcat, anthropocentrisme, extractivisme...).

(...)